

REVUE DE PRESSE

5 juin 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

EDUCATION

Des profs de la TELUQ en affaires avec les écoles

Deux hommes ont vendu des formations à des centres de services scolaires qui financent leurs travaux de recherche

MARIE-MICHÈLE SIOUI
CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE
À QUÉBEC
LE DEVOIR

Deux professeurs de la TELUQ, partenaires à l'université comme en affaires, utilisent leurs travaux de recherches — qui sont financés à même les budgets des centres de services scolaires (CSS) — pour implanter et évaluer une méthode de gestion de classe dans les écoles. Ils ont, en parallèle, vendu des formations sur cette même méthode à plus de la moitié des CSS francophones du Québec avec leur entreprise privée.

Steve Bissonnette et Mario Richard sont professeurs au Département d'éducation de l'Université TELUQ. Ils ont lancé en 1990 une entreprise privée : le Groupe Proxima, « experts-conseils en éducation », devenue une compagnie incorporée en 2004-2005.

Avec des documents obtenus en vertu de demandes d'accès à l'information, *Le Devoir* a pu établir que le Groupe Proxima a conclu des contrats avec plus de la moitié des CSS francophones du Québec depuis 2013. L'entreprise vend des journées de formation sur diverses méthodes de gestion de classe, dont le

soutien au comportement positif (SCP), une composante de « l'enseignement efficace » qui vise à diminuer les écarts de comportement chez les élèves.

En parallèle, depuis 2012-2013, la totalité de la recherche menée par M. Bissonnette est financée à même les budgets des CSS. Ceux-ci signent des contrats avec la TELUQ afin que M. Bissonnette implante le SCP dans leurs écoles pour ensuite en évaluer la pertinence.

Le cumul des fonctions de MM. Richard et Bissonnette — en tant que professeurs et propriétaires d'une entreprise — fait sourciller certains de leurs collègues universitaires. Mais ces critiques s'inscrivent dans un contexte de « guerre » entourant la réforme Drainville en éducation, nuance M. Richard.

Des fonctions qui se croisent

Le Devoir a demandé à tous les CSS francophones du Québec de lui fournir une copie des contrats conclus avec le Groupe Proxima. Des 61 CSS ciblés, 54 ont répondu à notre demande. Parmi eux, 63 % (34 CSS) détenaient des

contrats octroyés au Groupe Proxima pour des formations coûtant quelques milliers de dollars chacune.

Le CSS des Patriotes, en Montérégie, a par exemple payé 128 000 \$ depuis 2016-2017 pour « des formations offertes par Steve Bissonnette par l'entremise de la TELUQ et de Proxima », écrit la porte-parole Julie-Anne Lamoureux. Le CSS a octroyé 60 000 \$ à la TELUQ pour une convention de recherche sur le SCP qui s'est terminée en 2023. M. Bissonnette en était le chercheur principal. Fait à noter : tous les contrats de recherche que *Le Devoir* a consultés stipulent que le chercheur ne touche aucune rémunération à même la subvention octroyée à son université.

À Québec, le CSS de la Capitale a allongé 108 000 \$ en 2019 pour un contrat de recherche avec la TELUQ. Le chercheur principal, Steve Bissonnette, devait analyser les effets de l'implantation du SCP dans deux écoles. À l'époque, M. Bissonnette n'avait pas avisé le CSS de ses intérêts dans une entreprise qui vend des formations sur le SCP. « Après vérification, le CSS de la Capitale ignorait l'existence de l'entreprise Proxima en 2019 », a confirmé la coordonnatrice aux communications Marie-Claude Lavoie.

La politique sur l'intégrité en recherche de la TELUQ, nommée dans les contrats de recherche que l'université signe avec les CSS, définit le conflit d'intérêts comme « une situation qui présente ou peut être raisonnablement perçue comme présentant un risque réel qu'un intérêt personnel entrave le jugement d'une personne ». La même politique demande aux chercheurs de « divulguer à son établissement ou à l'organisme subventionnaire toute



situation où son intérêt personnel ou celui de quelqu'un d'autre pourrait l'emporter sur les leurs ».

Le CSS de la Capitale a fini par connaître le Groupe Proxima quelques années plus tard. En 2023, l'entreprise a facturé 3500 \$ au CSS après y avoir donné une formation d'une demi-journée à propos du SCP.

Mêmes scénarios ailleurs

En 2015, le CSS de la Vallée-des-Tisserands, en Montérégie-Ouest, a aussi octroyé un peu plus de 7500 \$ au Groupe Proxima pour une formation de trois jours sur le SCP. Celle-ci était donnée par M. Bissonnette et un professionnel de recherche à la TELUQ.

L'année suivante, le même CSS a versé à la TELUQ un montant évalué à au moins 52 500 \$ (puisque le CSS dit avoir égaré une première facture) afin qu'un professeur, Steve Bissonnette, implante et évalue l'impact du SCP dans une de ses écoles.

En entrevue, M. Bissonnette se défend d'être en situation de conflit d'intérêts, notamment parce que ses recherches visent « l'implantation » du SCP, tandis que ses formations ne sont qu'une simple présentation de cette approche. « Les activités de Proxima sont distinctes de celles de professeur », fait aussi valoir M. Richard.

Les deux fonctions du professeur Steve Bissonnette se sont pourtant chevauchées en 2016, toujours au CSS de la Vallée-des-Tisserands. Après avoir acheté une formation en ligne sur l'enseignement efficace à la TELUQ, le CSS a eu besoin d'accompagnement. Ses représentants ont donc contacté M. Bissonnette par le biais de son adresse courriel de la TELUQ. C'est finalement avec son entreprise que le professeur a fourni l'aide demandée. Deux factures datant de 2016 et frappées du logo du Groupe Proxima font ainsi état de « frais de subsistance » (déplacements, hébergement, repas) d'un peu plus de 1000 \$ pour une « formation TELUQ ».

En entrevue, M. Bissonnette souligne que « c'est à peu près la seule et unique fois où on a accepté ce type de mandat là ». Puisque les cours de la TELUQ ne prévoient jamais d'accompagnement « en présentiel », le professeur est venu combler ce besoin avec son entreprise, explique-t-il.

Sollicités pour ce dossier, les représentants de l'Université TELUQ ont refusé d'accorder une entrevue au *Devoir*. « Considérant que nos professeurs Steve Bissonnette et Mario Richard vous ont déjà renseigné sur le sujet de l'enseignement efficace à l'Université TELUQ, nous n'avons pas davantage d'information à fournir à ce sujet », a écrit Catherine Lévesque, conseillère en communication et marketing pour l'Université.

Un conflit... avec des nuances

Le Devoir a interrogé deux professeurs qui n'ont pas de liens professionnels avec MM. Richard et Bissonnette pour obtenir leur avis sur cette situation. Ils ont levé des drapeaux rouges... avec quelques nuances.

« Si ces mêmes personnes ont bel et bien une entreprise qui semble tirer profit de la mise en œuvre de ce type de stratégie [le SCP] dans d'autres établissements, avec d'autres centres de services scolaires, on peut envisager qu'il s'agisse d'un conflit d'intérêts », a observé Frédéric Bastien, professeur en science politique à l'Université de Montréal.

« Selon moi, il y a au minimum une apparence de conflit d'intérêts : le professeur Bissonnette a un intérêt envers le succès de son entreprise et il a un devoir de rigueur scientifique lié à son statut de professeur », a aussi commenté Olivier Grenier, candidat au doctorat en science, technologie et société à l'Université du Québec à Montréal.

« Toutefois, les intérêts en jeu ne sont pas nécessairement en conflit », a averti M. Grenier, qui s'intéresse dans ses recherches aux aspects de méthodologie en sciences de l'éducation.

« Du point de vue de M. Bissonnette, les intérêts sont en fait parfaitement alignés. En effet, il a une entreprise de formation parce qu'il croit que les résultats de ses recherches sont rigoureux et donc susceptibles d'améliorer la situation dans le système d'éducation. »

M. Bissonnette précise de son côté que son entreprise est « un *sideline* » qui ne lui permet pas, à elle seule, de gagner sa vie. « Je ne fais aucune sollicitation et je ne vois aucun conflit d'intérêts. [...] Je suis complètement légal. Ma propre université connaît le Groupe Proxima », ajoute-t-il. Le professeur souligne que sa convention collective

lui permet de consacrer 20 % de son temps à des activités extérieures, qui peuvent être rémunérées.

Financé par les centres de services scolaires

Les recherches de M. Bissonnette n'ont pas été financées par un fonds de recherche depuis 2012-2013. « Je n'en ai pas besoin parce que les fonds proviennent directement des centres de services scolaires », souligne le professeur en entrevue. M. Richard affirme que la demande des CSS est « grande », et que ceux-ci ne veulent pas « être dépendants de l'obtention ou non de subventions ».

De la même façon, la demande pour les services de Proxima vient du terrain, selon M. Bissonnette, qui y voit une preuve de la « déconnexion » entre les facultés d'éducation et le milieu scolaire. « Je suis détesté [dans les facultés d'éducation]. Profondément », lance-t-il en cours d'entretien.

Dans ces facultés, le cas des professeurs de la TELUQ suscite un malaise évident. Une professeure, qui a requis l'anonymat par crainte de représailles professionnelles, souligne que M. Bissonnette évite peut-être de demander des subventions de grands fonds de recherche pour se soustraire à l'évaluation par les pairs qui vient avec ce type de demande. « Ça leur est souvent reproché », ajoute un professeur d'une autre université, toujours sous le couvert de l'anonymat. « Or, ce qui compte, ce sont les articles scientifiques qui sont soumis par la suite », nuance cette même personne.

M. Bissonnette affirme que ses propos sur « l'enseignement efficace », dont le SCP est une des composantes, sont rejetés par plusieurs de ses pairs (voir autre texte). « Ils vont nous dire par exemple que la recherche d'efficacité, l'utilisation des recherches qu'on appelle expérimentales, c'est bon pour la médecine, mais pas nécessairement pour l'éducation », observe-t-il.

Dans la réponse écrite qu'il a fournie au *Devoir*, Mario Richard souligne lui aussi que, dans une « perspective plus large, il importe de prendre en considération [le fait] qu'il y a actuellement une guerre dans le milieu universitaire québécois depuis l'adoption du projet de loi 23 [la réforme Drainville], et plus particulièrement sur la création de l'Institut national d'excellence en éducation [INEE] », auquel s'oppose selon lui une « majorité » de professeurs en éducation. « Dans ce contexte, tous les moyens sont bons pour faire taire publiquement ceux qui se sont prononcés publiquement favorablement, ce qui est notre cas », écrit-il.

Avec Dave Noël

ACTUALITÉS

FORMATION DES ENSEIGNANTS

L'« enseignement efficace », utile, mais pas une « recette facile »

Les universités abordent cette méthode dans la formation qu'elles offrent, mais soulignent les limites de cette approche

MARIE-MICHÈLE SIOUI
CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE
À QUÉBEC
LE DEVOIR

Le 6 juin 2023, Steve Bissonnette et Mario Richard se sont présentés à l'Assemblée nationale pour livrer leurs commentaires sur le projet de loi 23, la réforme du ministre de l'Éducation, Bernard Drainville. Ils ont vanté les bienfaits de « l'enseignement efficace » et du soutien au comportement positif (SCP), forts de leurs décennies d'expérience dans le milieu scolaire.

« Est-ce que l'enseignement efficace est enseigné dans les facultés d'éducation en ce moment ? » leur a demandé Bernard Drainville. « Très peu », a répondu Steve Bissonnette.

Le Devoir a communiqué avec les facultés d'éducation des universités Laval, de Sherbrooke, de Montréal et du Québec à Montréal. Elles ont toutes assuré que l'enseignement efficace fait partie des sujets abordés dans le baccalauréat en éducation. Mais elles soulignent les limites de cette approche.

La doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, Ahlem Ammar, lance une mise en garde au sujet des « recettes préfabriquées ». « Il y a beaucoup de collègues qui ont beaucoup de réactions

[face] au courant des pratiques efficaces, qui parle d'efficacité absolue. On ne peut pas dire que la même pratique peut fonctionner dans tous les contextes. Ce n'est pas possible », avise-t-elle.

« Ce qui ne fait pas consensus, c'est de penser qu'il y a une méthode unique pour enseigner et que ça va fonctionner pour tous les enfants », affirme aussi Christine Hamel, vice-doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval.

À l'Université de Sherbrooke, la professeure Sabrina Moisan dit constater une « résistance aux recettes faciles pour régler des problèmes complexes ». Résultat : « chaque méthode qui est présentée à l'université vient avec sa critique ». Éric Dion, du Département d'éducation de l'Université du Québec à Montréal, voit que l'enseignement efficace est plus ou moins ancré selon les domaines enseignés, du décodage des mots (où c'est « super bien intégré ») aux mathématiques (où il y a de la « résistance »).

Miser sur la découverte ou sur l'efficacité ?

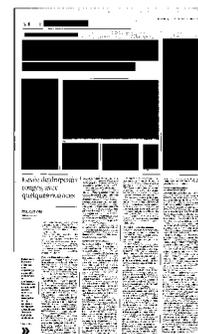
Mais qu'est-ce que c'est, l'enseignement efficace ? « C'est de l'enseignement qui mise sur des explications claires, qui va aborder les notions du plus simple vers le plus complexe, et il y a

souvent une mise en application qui est intégrée », explique le professeur Dion.

M. Bissonnette, lui, divise l'enseignement efficace en trois catégories : le « quoi enseigner », le « comment enseigner » et la « gestion des comportements », dont fait partie le soutien au comportement positif.

Le SCP a retenu l'attention du Comité sur les résultats scientifiques et le milieu scolaire, le CRSMS, un groupe confidentiel créé par le ministre de l'Éducation pour produire des avis sur le réseau scolaire. Dans une recommandation sur « la gestion de classe et les troubles de comportement extériorisés », il a suggéré que « le ministère soit le maître d'œuvre de l'implantation du SCP ».

La réforme Drainville accorde un droit de regard au ministre de l'Éducation sur la formation continue des enseignants. Lors du passage de M. Bissonnette à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Éducation lui a demandé si le SCP pourrait devenir une formation continue.



« Tout à fait », a répondu le professeur.

À l'opposé de « l'enseignement efficace » se trouve l'approche socio-constructiviste, axée sur la découverte et l'acquisition de compétences. Celle-ci a de sérieuses limites, selon M. Bissonnette. « Un élève en diffi-

culté, quand on le met en découverte, il découvre qu'il est incapable. C'est ça qu'il découvre », lance-t-il.

La TELUQ offre un programme court de deuxième cycle en « efficacité de l'enseignement et des écoles », souligne M. Richard. Le premier cours, qui aborde les fondements et pratiques

en « enseignement efficace », « est une adaptation d'une formation continue développée par le Groupe Proxima que mon collègue Bissonnette et moi-même avons offerte en tant que consultants avant d'être professeurs à l'université », écrit-il.



Quatre universités contactées ont assuré que l'enseignement efficace fait partie des sujets abordés dans le baccalauréat en éducation.

ISTOCK



Programme « Alternative Suspension »

À l'école des suspendus

« Je suis ici parce que les profs n'en pouvaient plus de moi », lance Noah*.

LOUISE LEDUC

La Presse

« J'ai piraté la messagerie de profs et d'autres comptes d'école », avoue Samuel*.

« J'ai été suspendu parce qu'avec les amis, on rigolait, on faisait des petites batailles », explique Jérémie*.

Ces trois adolescents qui ont été suspendus de leur école se retrouvent en ce lundi ensoleillé au YMCA de l'avenue du Parc, à Montréal.

Comme tous les jeunes obligés de suivre en petit comité le programme « Alternative Suspension », ils y passeront entre trois et cinq jours, davantage en réflexion qu'en punition.

Un peu comme dans le film *Breakfast Club*, mais sous étroite supervision.

Toutes les écoles de l'île de Montréal, mais aussi des écoles de Laval, de la Rive Sud, de Trois-Rivières et de Québec sont inscrites au programme et peuvent y recommander les élèves qu'ils suspendent et qui ont besoin d'un petit électrochoc.

L'un des premiers objectifs du programme, c'est d'éviter de récompenser le jeune suspendu par une journée de farniente à la maison, devant ses jeux vidéo.

Les matins au YMCA sont consacrés au travail scolaire et l'après-midi, à des ateliers (sur l'intimidation, la violence, le racisme, etc.).

« Un séjour réussi, pour nous, c'est quand les jeunes ont aimé ça, mais qu'ils n'ont pas envie de revenir », résume le directeur Étienne Pagé, responsable au YMCA de la réussite scolaire.

Avant d'en arriver là, les jeunes ont d'abord fait quelques séjours au local de retrait de leur école, une espèce « de garderie pour ados », note M. Pagé (Noah qualifie plutôt le sien, à son école, de « local dépressif » sans fenêtre).

Au YMCA, c'est la vraie affaire. Obligés d'être sur place de 8 h 30 à 15 h 30, les jeunes sont alors coupés de leur milieu, sans contact avec leurs amis.

« Certains arrivent avec un petit crayon, en nous disant qu'ils n'ont pas de travaux à faire et que de toute manière, ils n'ont aucune idée pourquoi ils ont été suspendus », explique M. Pagé.

Mais ils ne peuvent pas faire la couleuvre avec nous : nous sommes en contact étroit avec leur école, qui nous envoie une liste de devoirs à leur faire faire. Et nous savons très bien la raison pour laquelle ils nous ont été référés.

Étienne Pagé, responsable au YMCA de la réussite scolaire

L'école peut envoyer le jeune au YMCA une fois par an, exceptionnellement deux fois par an tout au plus « pour ceux qui ont besoin d'une piqûre de rappel en fin d'année ! », lance M. Pagé.

Si le comportement n'est pas corrigé, l'artillerie lourde sera déployée : l'expulsion de l'école et, ultimement, l'admission dans une école pour jeunes qui présentent des troubles de comportement, là où « où ça brasse pas mal », fait observer M. Pagé.

Aucun des adolescents interviewés ce jour-là n'est un revendeur de drogue, un délinquant fini ou un jeune suspendu pour possession d'arme à l'école.

Ils semblent bien encadrés à la maison. Par exemple, Jérémie raconte s'être fait chauffer les oreilles par ses parents. « Ils m'ont dit qu'ils ne m'ont pas élevé comme cela, ils ont confisqué mon téléphone, ils m'ont empêché d'aller à mon match de basket. »

Pour Sam, les derniers temps n'ont pas été jojo non plus. L'école a mis un mois avant d'identifier ceux qui avaient piraté les comptes de l'école. « Moi, je ne disais rien,

j'avais peur qu'ils m'expulsent, puis j'espérais qu'ils oublient ça et passent à autre chose, mais non... »

Les parents de Sam lui interdisent maintenant de fréquenter son acolyte.

« Mon ami, c'est un très bon gars et dans le fond, pour être honnête, quand il a commencé à aller trop loin et à écrire de très mauvais mots, j'aurais pu l'arrêter », admet-il en entrevue.

Aux premières loges des effets des réseaux sociaux

Cela fait 19 ans que M. Pagé dirige le programme et il a été aux premières loges, ces dernières années, « de l'impact terrible des réseaux sociaux », de l'anxiété et de la violence qu'ils favorisent, dit-il. « Les jeunes se comparent à ceux qui font du bateau en Jamaïque ! »

Quand les cas les plus lourds se présentent au YMCA, les responsables savent souvent qu'il n'y aura pas de miracle.

« Ça nous permet tout au plus de démontrer aux parents que même une intervention serrée dans un petit groupe ne change rien » et qu'une école spécialisée s'impose alors, explique M. Pagé.

Lensa Hassan, intervenante jeunesse, explique avoir d'ailleurs appris à être plus réaliste.

Contrairement à mes débuts, je sais maintenant que je ne pourrai pas en quelques jours changer du tout au tout les jeunes que j'ai devant moi.

Lensa Hassan, intervenante jeunesse

Certains la bouleversent, comme cet adolescent qui, au détour d'une discussion en atelier sur les relations amoureuses, a lancé qu'il n'en avait rien à faire vu « qu'on peut s'acheter une femme ».

M^{me} Hassan ne cache pas être troublée de voir autant d'adolescents être des adeptes d'Andrew Tate et de Kai Cenat, qui professent des horreurs sur les femmes sur l'internet.

À l'inverse, quels jeunes émeuvent le plus M^{me} Hassan ? Ceux qui ont été suspendus parce qu'ils ont répondu à la violence par la violence, comme cette adolescente sans cesse insultée sur son physique et qui s'est vengée après des mois d'intimidation.

« Elle ignorait qu'elle aurait pu aller chercher de l'aide. »

*** Les prénoms ont été modifiés pour préserver l'anonymat des jeunes qui ont gentiment accepté de nous parler.**

UN PROGRAMME EXPORTÉ EN EUROPE

Le programme Alternative Suspension fête cette année son 25^e anniversaire. Il y a un quart de siècle, le ministère de la Justice fédéral a financé la création de ses quatre premières antennes, à condition qu'il soit étroitement évalué par des experts et qu'il donne des résultats.

Le programme a fait boule de neige. Lancée à Montréal, sa formule a été exportée intégralement dans trois communes de France, de même qu'en Irlande, en Grande-Bretagne et en Australie. Le programme est aujourd'hui offert dans 70 points de service au total.

EN SAVOIR PLUS

- **3200**

Nombre de jeunes référés au programme Alternative Suspension à travers le Canada, dont 1700 au Québec

SOURCE : YMCA (DONNÉES DE 2023-2024)



Exploitation sexuelle d'une adolescente

L'enseignant Sébastien McDuff plaide coupable

Sébastien McDuff a plaidé coupable mardi d'avoir exploité sexuellement une mineure, au milieu des années 2000. La victime a éclaté en sanglots quand son ancien enseignant, impassible dans la salle d'audience, a reconnu les faits qui lui sont reprochés.

BRUNO MARCOTTE

La Presse

L'homme s'est présenté au palais de justice le visage couvert d'un masque chirurgical, lunettes de soleil sur le nez et casquette sur la tête. Il les a retirés avant d'entrer dans la salle où, répondant par l'affirmative aux questions de son avocat, il a admis sa culpabilité.

L'affaire débute il y a une vingtaine d'années quand l'accusé, alors âgé de 27 ans, obtient un poste comme enseignant d'éducation physique dans une école secondaire de l'est de Montréal, en septembre 2003. La victime, en troisième secondaire, est l'une de ses élèves.

En mai 2004, tandis que les deux sont seuls dans un dépôt du gymnase, ils s'embrassent. À l'hiver qui suit, la victime rejoint d'elle-même son enseignant dans un aréna. Ce soir-là, ils boivent de la bière, discutent et ont leur première relation sexuelle complète. Selon l'exposé des faits qu'a reconnus M. McDuff, il « pénètre la victime [...] sans condom ».

L'histoire se répète le 7 mars 2005, quand la victime rejoint M. McDuff, aujourd'hui âgé de 48 ans, dans ce même aréna de l'est de la ville. Ils ont de nouveau un rapport sexuel. Durant l'année qui suit, l'accusé et la victime se voient à quelques reprises, notamment dans le véhicule de l'accusé, où ils auront des contacts de nature sexuelle.

Leur dernière relation complète survient le 28 juin de cette même année, alors que la victime est âgée de 16 ans. Au fil de l'année scolaire qui suit, quand celle-ci est en cinquième secondaire, leurs contacts sont « moins fréquents » en raison d'un congé de M. McDuff. À quelques reprises, ils auront tout de même des contacts de nature sexuelle dans le véhicule de l'accusé.

La victime était en « accord » avec les gestes de l'accusé au moment où ceux-ci sont survenus. Or, précise l'exposé des faits, elle ne pouvait légalement y consentir en raison du lien d'autorité qui les unissait.

L'accusé reconnaît sa culpabilité

Si les relations sexuelles prennent fin à compter de ce moment-là, les contacts qu'entretiennent la victime et l'accusé ne cessent pas immédiatement. « Pendant plusieurs années », ils gardent contact. C'est à l'âge de 26 ans que la victime reproche pour la première fois à l'accusé les gestes qu'il a commis.

Elle lui fait alors lire une lettre qu'elle a rédigée. L'accusé fond en larmes et s'excuse, selon le récit des faits présenté à la juge Suzanne Costom par la procureure Karine Lagacé-Paquette. À deux reprises, en 2020, la victime enregistre l'accusé à son insu lors de conversations téléphoniques. Elle revient encore sur les événements, et M. McDuff s'excuse de nouveau.

En reconnaissant sa culpabilité, Sébastien McDuff a renoncé à la tenue d'un procès. Le chef d'accusation d'exploitation sexuelle était passible, à l'époque des faits, d'une peine d'emprisonnement maximale de cinq ans. Les parties présenteront prochainement leur suggestion, et l'accusé devrait connaître sa peine le 15 novembre prochain.

Jusqu'à sa mise en accusation, en janvier 2023, l'accusé enseignait à l'école secondaire Jean-Grou, à Rivière-des-Prairies. Les faits, toutefois, n'ont pas eu lieu dans cet établissement scolaire, mais dans une autre école de l'est de Montréal qu'on ne peut nommer pour protéger l'identité de la victime. Depuis, M. McDuff n'a plus enseigné.

Par la voix d'une porte-parole, le centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île, où se trouve l'école Jean-Grou, avait à l'époque affirmé avoir appris « avec consternation » le dépôt d'accusations criminelles contre l'un de ses enseignants.

L'accusé, qui sera inscrit au registre des délinquants sexuels, est représenté par l'avocat Jean-Sébastien St-Amand Guinois.



RATTRAPAGE SCOLAIRE

RUBA GHAZAL ET LES PARENTS DEMANDENT DES COURS D'ÉTÉ GRATUITS EN TOUT TEMPS

HUGO PILON-LAROSE, LA PRESSE

QUÉBEC — La députée de Québec solidaire (QS) Ruba Ghazal et les regroupements des comités de parents demandent au ministre Bernard Drainville de faire un pas de plus pour que tous les cours d'été soient offerts gratuitement aux élèves en difficulté à l'avenir.

Dans le cadre de son plan de rattrapage scolaire annoncé l'hiver dernier au terme d'une grève historique dans le réseau scolaire, le ministre de l'Éducation avait annoncé un investissement de 36,6 millions pour que l'offre de cours d'été dans les matières visées par une épreuve ministérielle en 4e et 5e secondaire soit gratuite en 2024.

En entrevue, Mme Ghazal rappelle que les cours d'été pour les élèves ayant échoué à une épreuve ministérielle peuvent coûter jusqu'à 700 \$ dans certains cas, dans le contexte où les frais associés aux cours de rattrapage pendant la pause estivale varient d'une région à l'autre, ainsi que d'un centre de services scolaire à l'autre.

Selon la députée solidaire, les frais sont « un immense frein à la réussite scolaire » et « pour bien des parents, c'est beaucoup trop cher, surtout si l'élève doit rattraper deux ou trois cours ».

« Il y a un ménage à faire dans la [gestion des] cours d'été. Il y a trop de disparités entre les centres de services scolaires et ça pose un problème d'équité entre les élèves, dépendamment où ils vivent. Je propose d'arrêter tout ça et de les rendre gratuits pour tous les élèves », dit-elle.

COMBIEN COÛTERAIT UNE TELLE MESURE ?

Selon l'équipe de Mme Ghazal, pérenniser la gratuité des cours d'été et l'étendre à l'ensemble des cours de

rattrapage coûterait « substantiellement » moins que les 36 millions prévus cette année, alors que l'année scolaire qui se termine a été marquée par une grève – certains élèves ont manqué jusqu'à 24 jours d'école.

Pour Sylvain Martel, porte-parole du Regroupement des comités de parents autonomes du Québec, la situation qui a cours normalement, où les cours sont gratuits dans certaines régions, mais payants ailleurs, est intenable.

« Un élève en échec, on va lui donner toute l'aide dont il a besoin pendant l'année scolaire, mais si son échec se rend jusqu'à la fin de l'année, il y aura un débours pour corriger l'échec. Ça n'a pas de sens », dit-il.

Selon lui, les cours d'été ne sont pas « un luxe » pour les élèves qui les suivent ni un « camp de jour ». Leur gratuité devrait être assurée par l'État.

La présidente de la Fédération des comités de parents du Québec, Mélanie Laviolette, est d'accord. La gratuité prévue cet été pour les élèves de 4e et 5e secondaire ne doit pas être une exception, dit-elle.

« Ce qu'on veut, c'est que nos enfants réussissent et qu'ils aient l'aide nécessaire pour le faire. Les cours d'été, c'est la poursuite du cursus scolaire pour ceux qui ont de la difficulté. C'est à eux qu'il faut penser et c'est à eux que ça va bénéficier », affirme-t-elle.

Souplesse demandée pour les climatiseurs

MARC-ANDRÉ GAGNON
Bureau parlementaire

Le ministre de l'Éducation Bernard Drainville invite les directions d'école à faire preuve de souplesse envers les parents et les enseignants qui souhaitent, de leur propre initiative, équiper une classe d'un climatiseur en vue des chaudes journées.

C'est notamment le cas d'une mère de famille de Mont-Tremblant, Joanie Beaulieu, qui a raconté à l'Agence QMI comment elle a réussi à rassembler assez d'argent pour acheter une quarantaine de climatiseurs pour les classes de l'école primaire de ses enfants.

Avec un appel lancé sur Facebook après une vague de chaleur en septembre 2023, non seulement a-t-elle réussi à trouver les appa-

reils, mais aussi la main-d'œuvre pour les installer. Elle s'est toutefois butée à un long processus d'approbation, de sorte que les climatiseurs n'ont toujours pas été installés.

«Je ne peux pas décourager les initiatives [...]. Qu'est-ce que tu veux... On veut soulager nos élèves le plus possible, maintenant», a réagi le ministre de l'Éducation Bernard Drainville.

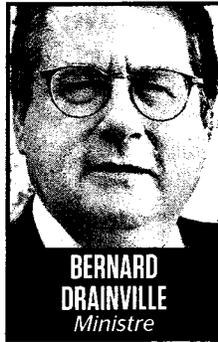
EN MANQUE D'AMOUR

Confronté aux embûches administratives rencontrées par la mère de Mont-Tremblant, M. Drainville a affirmé que «s'il y a des initiatives comme ça qui sont prises, il faut de la souplesse dans le système».

«Il faut de la souplesse de la part des directions d'école. Il faut de la souplesse de la part des centres de services scolaires», a insisté le ministre de l'Éducation.

Ce dernier dit comprendre, par ailleurs, la réaction des gens face à une pareille histoire, qui se disent que l'installation de climatiseurs dans les classes, «ça ne devrait pas venir des parents, ça ne devrait pas venir des enseignants».

«Mais qu'est-ce que vous voulez? La date moyenne de construction de nos écoles au Québec, c'est 1967, a-t-il rappelé. [...] On a hérité d'un parc scolaire vieillissant, vétuste qui manquait d'amour.»



Grand Prix du Canada : une augmentation de l'offre ukrainienne

ALBI ALBI ALBI ALBI ALBI ALBI

2499\$ 3899\$ 2799\$ 3099\$

Éducation

Des défibrillateurs seront installés dans toutes les écoles publiques du Québec

Par La Presse Canadienne

Le gouvernement du Québec va dépenser plus de trois millions de dollars afin de doter d'un défibrillateur externe automatisé toutes les écoles publiques qui n'en possèdent pas déjà un.

Selon le gouvernement, cela signifie que 1558 défibrillateurs seront achetés et installés pour faire en sorte que chaque école primaire, école secondaire et centre de formation possède un tel appareil.

«Ces appareils peuvent sauver des vies», a rappelé le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, dans un communiqué.

«Puisque la sécurité des élèves et du personnel dans nos écoles est une priorité, il est important de doter tous nos établissements scolaires publics de défibrillateurs», a-t-il fait valoir.

Le gouvernement n'a pas fourni d'échéancier précis pour le déploiement des défibrillateurs, mais il souhaite que les dispositifs soient installés «rapidement au cours des prochains mois».

«L'argent a été octroyé aux centres de services scolaires dans les dernières semaines. Ils ont donc les montants nécessaires en ce moment afin de procéder à l'achat des défibrillateurs», a indiqué le cabinet du ministre Drainville par courriel.

D'après les plus récentes données, 93 % des écoles secondaires possèdent déjà au moins un défibrillateur, mais cette proportion chute à 51 % pour les écoles primaires et à 70 % pour les centres de formation professionnelle ainsi que les centres de formation générale des adultes.

L'annonce de mardi permettra de corriger le tir et de faire passer ce taux à 100 %.

Cette mesure donne suite à la campagne de longue date du docteur Paul Poirier, qui est cardiologue et

professeur titulaire à l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec et qui milite depuis plusieurs années pour que toutes les écoles soient dotées d'un défibrillateur.

Un défibrillateur externe automatisé (DEA) est un petit appareil portatif qui permet d'analyser le rythme cardiaque d'une personne en détresse et de déclencher une décharge électrique afin de corriger toute activité électrique anormale du cœur.

Son avantage principal est sa capacité à analyser le rythme du cœur et à conseiller de déclencher un choc uniquement si nécessaire, de sorte que son utilisateur n'a pas besoin de prendre la décision lui-même.

«Si un rythme susceptible d'être corrigé par choc électrique n'est pas détecté, l'appareil déconseille le choc et recommande plutôt au dispensateur de soins de commencer la réanimation cardiorespiratoire (RCR) en attendant l'arrivée des services médicaux d'urgence», explique la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC dans un feuillet d'information.

«Lorsqu'un DEA et la RCR sont employés immédiatement, les chances de survie pour la personne victime d'un arrêt cardiaque subit sont nettement améliorées», ajoute-t-elle.

Questionné à savoir si l'annonce de mardi signifie que toutes les nouvelles écoles seront aussi dotées d'un défibrillateur à leur ouverture, le cabinet du ministre Drainville a répondu: «On souhaite, en effet, que toutes les écoles publiques du Québec aient un défibrillateur.»

Politique

Legault fait un lien entre les demandeurs d'asile et les problèmes de santé mentale

Par Thomas Laberge, La Presse Canadienne

Le premier ministre François Legault dit qu'il faut faire un «certain lien» entre «l'explosion du nombre de demandeurs d'asile» et «l'explosion du nombre d'itinérants et de personnes avec des problèmes de santé mentale».

«Quand on regarde les immigrants temporaires, on est rendu à 560 000 (...) pis ça met une grosse pression sur nos services de santé mentale, itinérance, aide sociale, éducation, partout», a affirmé le premier ministre en entrevue au 98,5 mardi matin. M. Legault a ajouté que ce n'était pas de la faute des immigrants, mais plutôt du gouvernement de Justin Trudeau. Plus loin dans l'entrevue, le premier ministre du Québec en a remis une couche. «Évidemment ces personnes-là ont besoin de soins: santé, santé mentale. Il y a beaucoup d'enfants qui ont besoin d'enseignants. Ça amène une crise dans le logement; 560 000 personnes, c'est l'équivalent de 200 000 logements. C'est certain qu'on n'est pas capable de suivre actuellement», a affirmé François Legault.

«M. Legault a montré une grande sensibilité»

Le ministre des Services sociaux, Lionel Carmant, assure que ce genre de déclarations ne stigmatisent pas les demandeurs d'asile. «Je pense que M. Legault a montré une grande sensibilité face au vécu de nos demandeurs d'asile qui ont vécu des situations difficiles dans leur pays, qui ont traversé des situations difficiles aussi pour se rendre au Québec et qui souvent à l'arrivée ont des besoins psychosociaux. (...) S'il y a plus de gens qui consultent, les besoins augmentent, ça c'est mathématique», a-t-il dit. «Malheureusement, le fédéral ne nous soutient pas dans ces activités de services sociaux», a ajouté le ministre.

Questionné à savoir s'il avait des données sur l'utilisation des services sociaux par les demandeurs d'asile, le ministre a répondu par la négative. «Ce n'est pas comptabilisé», a-t-il indiqué.

«Tout à fait irresponsable»

Le chef libéral intérimaire, Marc Tanguay, trouve «tout à fait irresponsable de la part du premier ministre du

Québec de mettre la faute en santé, en éducation, en services de garde, l'itinérance, sur le dos de l'immigration, sur le dos, entre autres, des travailleurs étrangers temporaires».

«Rappelons que François Legault est aussi un maître d'œuvre dans l'accueil des travailleurs étrangers temporaires lorsqu'il établit les cibles, les catégories d'emplois qu'il veut avoir. Alors, en ce sens-là, il a sa part de responsabilité», a-t-il affirmé.

«M. Legault fait un lien avec l'immigration sur à peu près tous les dossiers imaginables. Apportez-lui un dossier, il va faire un lien avec l'immigration, ça, je n'en doute pas un instant», a affirmé avec sarcasme la députée solidaire Christine Labrie.

«Quand on parle de santé mentale, par exemple, il y a quand même un défi d'accès aux services qui est important, puis ce défi-là, il est, notamment, lié au fait que les professionnels en santé mentale quittent le réseau, parce qu'ils n'ont pas assez d'autonomie professionnelle, et ça, ça n'a rien à voir avec l'immigration», a-t-elle ajouté.

Le chef péquiste, Paul St-Pierre Plamondon, affirme qu'il y a un «lien entre l'immigration temporaire et permanente et la crise du logement, et donc ça va se traduire, notamment, par plus d'itinérance».

Mais il affirme du même souffle que le premier ministre est allé plus loin en faisant un lien avec la santé mentale. «Une fois de temps en temps, il se permet également de faire des déclarations – peut-être dans le but de soutirer un profit politique – qui vont rendre le débat encore plus difficile, alors que c'est déjà un débat qu'on devrait tenir avec responsabilité, vu que c'est quand même délicat», a-t-il affirmé.



Criminels à 15 ans : nos institutions sont dépassées

À Gatineau, un adolescent de 16 ans a été arrêté avec une arme à feu chargée dans son sac. Que faisait-il avec ça ? Ah ! Il était simplement en train de voler un véhicule... Mais son plan a échoué puisqu'il était trop intoxiqué. Beau portrait, 16 ans.

À Saint-Jérôme, un élève de 15 ans risque de perdre l'usage de ses jambes. Parce que deux ados de 16 et 17 ans l'ont battu à coups de marteau. Ils font face à des accusations de voies de fait armées pour cet événement qui se serait passé sur l'heure du dîner à proximité

de la cour de la polyvalente.

À Sherbrooke, deux jeunes de 16 ans ont poignardé trois personnes. Heureusement, il n'y a pas de mort. Ce serait une chicane entre voisins qui a dégénéré en bagarre... à coups de couteau.

Je ne viens pas de regrouper des événements éparpillés sur un an. Voici plutôt l'actualité judiciaire concernant des mineurs du Québec pour une période de 24 heures de lundi à mardi de cette semaine.

Il y a deux semaines, une bagarre avait provoqué trois morts à Montréal. Selon les informations policières, l'initiateur, le premier à sortir son poignard, avait 15 ans.

Complètement débile. Tristement inquiétant.

TENDANCE INQUIÉTANTE

Faudra-t-il ramener les écoles de réforme ? J'espère que non. Mais il faudra faire quelque chose avec la montée des crimes graves et des crimes violents qui sont commis par

des adolescents.

Les directions d'écoles sont totalement dépassées et je les comprends. L'école appelle la police. La police est loin d'être spécialisée en intervention auprès de gens si jeunes.

Les traiter comme des criminels ? On a l'impression qu'à 15 ans, ça n'a pas d'allure... ils ont l'avenir devant eux.

Les traiter comme de simples jeunes qui ont fait une erreur de parcours ? Ça n'a pas plus d'allure compte tenu de la violence et de la portée de leurs gestes.

Dans tous les scénarios, l'intervention policière conduit le jeune délinquant devant la Chambre de la jeunesse. Sincèrement, leur approche peu punitive semble plaire dans les facultés de travail social, mais elle ne semble pas faire très peur aux jeunes.

CRIME ORGANISÉ

C'est tellement vrai que le crime organisé recherche activement des moins de 18 ans pour voler des véhicules ou lancer des cocktails Molotov.

On promet à l'adolescent une jolie petite pile de billets de banque facilement gagnés... en expliquant que « si tu te fais prendre, tu ne seras pas jugé par les vrais tribunaux... donc rien à craindre ».

Difficile d'avoir les données exactes, mais le nombre total de crimes commis par des mineurs ne semble pas avoir explosé. Ce qui inquiète, c'est plutôt la violence des crimes commis, les armes transportées et la proximité de certains jeunes du crime organisé.

Quand un gamin de 16 ans est en train de devenir un criminel endurci, une société doit se questionner et mettre le blâme sur plusieurs facteurs qui roulent croche.



Deux joueuses de hockey honorées à la Polyvalente de L'Ancienne-Lorette

Par Jean Carrier, Le Soleil

Emmie Carbonneau et Sandrine Chouinard n'auront pas eu à attendre trop longtemps avant d'être honorées par leur alma mater. Un an après avoir gradué de la polyvalente de L'Ancienne-Lorette (PAL), le programme de hockey des Athlétiques a décidé qu'il était déjà temps lors du gala annuel de nommer un trophée en leur honneur.

Les deux athlètes étaient évidemment reconnaissantes de recevoir aussi rapidement cette distinction pour le trophée qui sera maintenant remis à la personnalité de l'année chez les Aths.

«C'est certain que je suis comblée, le programme de la PAL m'a aidée à me faire grandir comme personne en plus de me développer comme joueuse de hockey. Je suis reconnaissante envers nos entraîneurs qui sont vraiment compétents», explique la défenseuse Emmie Carbonneau.

Même son de cloche pour sa coéquipière, Sandrine Chouinard, avec qui elle joue maintenant avec les Titans de Limoilou.

«Pour moi, le programme est véritablement une famille. Mon frère est venu ici et les entraîneurs sont là pour toi, pas seulement pour le hockey. Ils vont t'aider si quelque chose ne va pas. On a pu pratiquer avec les gars et je pense que cet aspect a aussi aidé à nous développer», précise l'aînière avec le sourire.

Les deux joueuses qui ont représenté le Québec lors des Jeux du Canada et une nouvelle fois au dernier Championnat canadien assurent qu'elles auront toujours à cœur leur passage dans cette institution publique.

«On a joué avec les mêmes personnes pendant cinq ans et c'était un groupe vraiment proche. On s'est fait des amis pour la vie et on parle régulièrement à nos anciens coéquipiers même si on a pris des trajectoires différentes.»

Un choix unanime

Le responsable du programme, Dave Horth, avoue que la discussion n'a pas duré longtemps avant de choisir les deux anciennes pour le trophée.

«Elles ont été extraordinaires lors de leur passage ici. Les deux ont représenté le Québec à deux reprises et elles viennent de gagner à Limoilou. Ce sont également deux très bonnes personnes qui étaient des modèles, disons simplement que c'était difficile de faire mieux.»

Soirée importante

Pour une 14^e année consécutive, le gala du programme de hockey avait lieu et le dirigeant était fier d'annoncer qu'une somme de 4400 \$ avait été récoltée pour l'organisation.

«C'est un bon montant et je sais qu'on récolte plus d'argent que beaucoup d'autres programmes dans la région. Notre but est d'aider les jeunes à l'école en se servant du hockey comme levier. C'est un peu pour cette raison qu'on veut rester une concentration hockey et non un sport-études. Nos jeunes ont le même nombre d'heures d'enseignement de mathématiques et de français qu'un élève au programme régulier.»

Pour Horth, pas question de changer cette recette qui a fait ses preuves.

«C'est environ 75 % de nos joueurs qui ne proviennent pas de notre commission scolaire et c'est important de créer un sentiment d'appartenance important. On ne mélange pas les cohortes ce qui fait que les jeunes restent avec le même groupe pendant cinq ans. C'est de cette façon qu'on crée une petite famille.»

ICI  RADIO-CANADA

Amqui accueillera le Rendez-vous panquébécois de Secondaire en spectacle

KEVIN DUQUETTE-GOULET

L'an prochain, plus de 850 jeunes artistes ainsi que leurs accompagnateurs convergeront à Amqui pour participer au 24e Rendez-vous panquébécois (RPVQ) de Secondaire en spectacle, qui se tiendra du 29 mai au 1er juin 2025.

Près de 150 participants prendront part à six spectacles organisés à la salle Jean-Cossette, à la salle communautaire ainsi qu'à l'aréna d'Amqui.

Pour le président du comité organisateur de l'événement, Michel Coutu, les RVPQ de Secondaire en spectacle sont l'occasion pour les jeunes d'échanger entre eux, sans la pression de gagner à tout prix.

On assiste à des spectacles vraiment fantastiques parce qu'il n'y a pas de compétition, mentionne M. Coutu. Les jeunes ont fait leur finale locale, les finales régionales et les gagnants de ces finales régionales se retrouvent au panquébécois, a-t-il ajouté.

En plus des spectacles, les jeunes pourront suivre des formations de photographie et d'écriture de textes. Ils auront aussi l'occasion d'aller à la rencontre d'artistes professionnels.

Originaires de la Matapédia, Carolanne D'Astous-Paquet et Xavier Sénéchal font partie des artistes qui ont déjà confirmé leur présence.

On va aller chercher beaucoup de gens de la région. On a quand même beaucoup de ressources au niveau culturel dans le milieu, mentionne la directrice générale de l'événement, Lise Arsenault. On veut aller chercher des têtes d'affiche qui vont faire que l'événement va être haut en couleur, a-t-elle ajouté.

Une partie de la programmation sera dévoilée à l'automne 2024.

Un projet attendu

Depuis 10 ans, la Ville d'Amqui, la MRC de la Matapédia et le Centre de services scolaire des Monts-et-Marées travaillent pour la venue de l'événement dans la région.

En 2013, on a commencé à en parler et en 2018, on a déposé le cahier de candidature. Pandémie oblige, on a dû retarder. C'est finalement en 2025 que ça aura lieu, se réjouit Michel Coutu.

Pour le président du comité organisateur, cet événement est l'occasion de faire découvrir le territoire matapédien. C'est selon lui une vitrine de choix dont chaque région profite quand elle reçoit le RVPQ de Secondaire en spectacle.

Les jeunes vont pouvoir visiter la vallée de la Matapédia, vont pouvoir rencontrer des gens, aller à Matamajaw, voir nos ponts couverts, illustre M. Coutu.

Il s'attend aussi à ce que l'activité économique pendant ces journées soit forte. Les restaurants et les hôtels des environs devraient être à pleine capacité durant la fin de semaine de l'événement, prévoit-il.

Les retombées vont vraiment être fantastiques pour Amqui, pour la vallée de la Matapédia.

- Michel Coutu, président du comité organisateur

Secondaire en spectacle a été créé il y a 30 ans, en 1994, à La Pocatière.

Avec les informations de Marie-Claude Tremblay

Polyvalente Saint-François de Beauceville | Les élèves du PEI présentent leur projets personnels

Benjamin Aubert



Gracieuseté

Les finissants du Programme d'éducation intermédiaire (PEI) du Baccalauréat international de la polyvalente Saint-François de Beauceville ont présenté leurs projets personnels la semaine dernière.

Ces projets sont des réalisations individuelle et autonome que chaque élève doit accomplir et réussir à la dernière année du programme. Les élèves ont un minimum de 25 heures alloués pour la conception de ce projet.

Selon le Centre de services scolaires de la Beauce-Etchemin, les projets présentés cette année ont compris la création d'une prothèse fémorale, un livre de jeux de mémoire pour personnes âgées, un cours en ligne sur la technique de scène, une vidéo sur l'apprentissage de méthodes d'entraînement spécifiques au tricking, des stages dans le milieu de la santé, l'organisation d'une course, la planification d'une tournée pour un groupe de musique et l'apprentissage de l'italien.

Wainwright and friends to stage concert for Centennial Academy

Fundraiser will feature students from school performing alongside musicians

BRENDAN KELLY

When Martha Wainwright was talking to Angela Burgos, head of Centennial Academy, about ways to raise money and awareness for the school, Wainwright immediately thought of organizing a concert.

"I thought of the concert because it's something I have experience doing," Wainwright said in a recent interview at Centennial, which is now located just to the west of Collège de Montréal on Sherbrooke St. W., in a building that used to be a home for retired priests.

"My brother Rufus and I raise money with our Christmas concerts and so we have a model that we've done for many years now. So when I was talking to Angela and different parents and the board, and they were saying, 'How do we get the city to know about us? How do we raise money?', I just put my hand up and said, 'Well, one way I know how to raise money and raise awareness is by doing these concerts and I could help out with that. That's what I could contribute.'

"And they were like, 'Who can you get?' And I said I can get some artists, some friends, and we have several parents here, like Marie-Pierre Arthur, whose kid goes here, and (actor and comic) Martin Petit, and of course they're going to participate in the concert.

"But the main thing is, yes, we will get some stars to sell the tickets because that's really important,

but let's hear from the kids. And let's hear what they can do."

The result is a concert Friday at 7:30 p.m. at Le National (1220 Ste-Catherine St. E.) featuring Martha and Rufus Wainwright, Marie-Pierre Arthur, Ariane Moffatt and Jordan Officer, with Petit hosting. There will also be students from the school accompanying the musicians.

The students at Centennial have learning disabilities. Martha Wainwright's 14-year-old son, Arcangelo, is in Secondary 2 at Centennial and she said the high school has been a godsend for him. When he was finishing primary school at the Mackay Centre, Wainwright started looking for an appropriate high school and couldn't find many good options.

"I did a little bit of research and this school came up ... and I found it myself," Wainwright said. "It seemed kind of not so much on the radar as it should be, which is why we are doing this concert. Because, after being here almost two years, it's been a very good experience and I'm glad that we fell upon it.

"I think this school really seems to, from my point of view, provide different kinds of benefits for a lot of different types of kids. That's why I thought the city needs to know more about it."

Burgos said a big issue with financing is that the school's population is half anglophone, half francophone and Centennial doesn't receive government funding for the francophone students. That's because the student body was

completely anglophone until 2016. The school, which for years was in N.D.G. but lost its building there, had to spend around \$10 million to renovate its existing location and much of that is not paid off.

Burgos said 95 per cent of the students have some kind of learning disability, from attention deficit disorder to high-functioning autism to dyslexia. "It was always that second-chance school for kids who are not fitting in anywhere else," Burgos said.

Elisa Schwarz, who is helping organize the concert, has a son at Centennial in Secondary 5.

"It's to raise awareness about this approach to education, which in my case I think is one of the main reasons my son is finishing high school in five years, and was accepted into CEGEP in the first round of applications, which is not necessarily what we expected with the challenges he's faced over the years," Schwarz said.

She said there wasn't enough support for her son, who has attention deficit disorder, in the public high school he went to in Secondary 1 and 2.

After the conversation with Wainwright, the singer headed to the music room in the basement to join Arthur and Moffatt. They led a group of students through a rehearsal of Moffatt's 2008 hit *Réverbère*, with Wainwright and Arthur coaching the kids on background vocals while Moffatt played keyboards and sang the lead vocals.

Wainwright has been coming in on and off the past couple of



months to work with the kids preparing the show, and said it has been a great experience.

“This is a smaller school and the music teachers are great, but they don’t have a big band,” Wainwright said. “It’s been totally great for me. It resembles some of the things I’ve done at (her Mile End venue) Ursa with my kids’ choir there.”

To buy tickets to the concert, visit tinyurl.com/4h3trdsu.

bkelly@postmedia.com

Communiqué (s)

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE

L'école secondaire Val-Mauricie est l'une des gagnantes du concours « 1000 gestes pour la nature » !

5 juin 2024

D'avril à mai, toutes les écoles du Québec étaient invitées à participer à une grande corvée de nettoyage de l'environnement. Ce concours était organisé par les magazines Les Explorateurs, Les Débrouillards et Curium, Mission 1000 tonnes et l'entreprise Cascades.

Environ 300 élèves de l'école secondaire Val-Mauricie ont participé à ce Défi nettoyage pour souligner le jour de la Terre, le 22 avril dernier. Ainsi, les élèves et les membres du personnel participants ont nettoyé, les stationnements, la cour de leur école, le parc et le terrain de baseball. Les élèves de l'adaptation scolaire ont particulièrement bien travaillé !



L'école a donc remporté les prix suivants :

- Un chèque d'une valeur de 1000\$ pour réaliser un projet vert.
- Un abonnement au magazine Curium.
- Des mouchoirs pour une durée d'un an offert par Cascades.

Félicitations à toutes les personnes impliquées dans ce défi !

Pour plus d'information



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES
Trois enseignantes se démarquent aux prix en lecture du MEQ

5 juin 2024

Chaque année, le ministère de l'Éducation et ses partenaires décernent des prix pour récompenser des initiatives liées au développement d'habitudes durables de lecture chez les élèves.

Ces prix se répartissent en deux volets :

- Les Prix reconnaissance en lecture soulignent des actions et des projets qui favorisent le développement et la compétence à lire chez les élèves.
- Les prix Étincelle sont attribués à des personnes qui encouragent la lecture dans leur milieu.

La remise des prix a eu lieu lors d'une cérémonie le lundi 27 mai 2024 et nous sommes très fiers de vous présenter les trois enseignantes qui se sont démarquées à l'occasion de cette 20^e édition des prix en lecture!

Projet De balado en balado! Lauréat d'un Prix reconnaissance en lecture

Émilie Lupien-Durocher, enseignante et technopédagogue à l'école de l'Amitié, a créé un projet de balado pour développer les compétences littéraires de ses élèves de 2^e cycle.

Ce projet d'envergure, mené sur plusieurs mois, s'est développé en trois volets :

1. Créer des histoires inspirées des albums d'Élise Gravel, les enregistrer et les diffuser sous forme de balado ;
2. Analyser des albums sans texte et les mettre en mots afin de les transformer en livres audio pour ensuite les partager aux petits de l'école qui tourneront les pages au son d'une clochette ;
3. Diffuser des critiques littéraires de 12 romans à la communauté sous forme de code QR.

De balado en balado! a amené les élèves à découvrir plus de 50 œuvres majoritairement québécoises et leur a permis de développer le plaisir de partager leurs lectures.

« De voir la communauté recevoir avec autant d'ouverture et d'intérêt les fruits de ce projet qui a tant motivé mes élèves et qui les a amenés beaucoup plus loin que ne l'aurait fait toute autre tâche traditionnelle me convainc plus que tout, malgré les efforts et le temps que cela demande, que des tâches concrètes et authentiques comme celles-ci en valent la peine et doivent être mises de l'avant. En plus de favoriser l'engagement des élèves dans leurs apprentissages et le développement de leur plein potentiel, ce type de projet mobilise la communauté et fait prendre conscience à l'élève qu'il en fait non seulement partie, mais qu'il peut lui aussi, à son échelle, l'influencer. » - Émilie Lupien-Durocher

Bravo Émilie pour cette belle réussite collaborative!

Collaborateurs sur le projet :

- Jean-Nicolas Otis, bibliothécaire au CSSP
- Maryse Deblois, conseillère pédagogique au CSSP
- Johanne LeBlanc, directrice à l'école de l'Amitié
- Carolin Rousseau-Cyr, enseignante de 2^e cycle à l'école de l'Amitié
- Sylvie Sweeney, bibliothécaire à la bibliothèque municipale de Saint-Jean-Baptiste

Catherine Giguère Lauréate d'un prix Étincelle

Inspirée de la plateforme de diffusion Netflix, Catherine Giguère, enseignante de français à l'école secondaire du Mont-Bruno, a créé un mur de recommandation de livres classés par type de récits (nouveau-nés, science-fiction et fantaisie, horreur, enquête, sports, etc.).

Le visuel des pages couvertures des romans est posé dans le corridor et est accompagné d'un code QR qui permet à l'utilisateur d'accéder à des informations telles qu'un résumé du livre, des critiques, des suggestions similaires, le lien vers la bibliothèque numérique Biblius, et plus encore. Le lecteur a même la possibilité de laisser son impression personnelle sur le roman. Le mur de recommandation est bonifié au fur et à mesure des lectures de l'enseignante.

Ce projet a permis aux élèves de découvrir différents romans en fonction de leurs intérêts personnels et de développer leur sens critique au moment de la lecture. Il a également permis à ses élèves de développer un intérêt plus marqué pour la lecture. Le projet *Livreflix* a tellement été apprécié par ses élèves, qu'il a été repris par d'autres enseignant-e-s et a été rendu disponible auprès de tous les élèves de l'école.

Félicitations Catherine pour cette réalisation inspirante!

Alexe Deschatelets Lauréate d'un prix Étincelle

Alexe Deschatelets, enseignante et technopédagogue à l'école Jacques-De Chambly, est une enseignante exceptionnelle, passionnée et créative. Rien n'est laissé au hasard dans son approche pour susciter l'enthousiasme de ses élèves de 1re année dans l'apprentissage de la lecture. Chaque mois, elle développe un thème lié à l'apprentissage des sons, accompagné de nouveaux jeux pédagogiques qu'elle conçoit chez elle, en conformité avec les objectifs d'apprentissage prévus. Alexe est également reconnue pour porter des vêtements assortis aux sons étudiés et pour composer des comptines avec musique et gestes, témoignant ainsi de son avant-gardisme et de sa créativité.

Dans sa classe, les élèves apprennent à lire en bougeant, en chantant, en dansant, en dessinant et en jouant. Elle accorde une importance primordiale au dépistage, afin d'adapter ses ateliers de lecture aux besoins spécifiques de chaque élève. Cela les aide à développer leur langage et leur confiance en eux. Elle est très impliquée dans le comité pédagogique de l'école et travaille en étroite collaboration avec la conseillère pédagogique.

Elle invite régulièrement des invités mystères en classe tels que des grands-parents, des parents ou des membres de la direction pour venir faire la lecture aux élèves. De plus, elle a mis en place un projet de jumelage avec des élèves de 6e année pour accompagner ses élèves dans leur apprentissage de la lecture. Passionnée par les lettres, les sons, les phrases, les histoires et la littérature, Alexe est surtout animée par l'amour et la bienveillance envers ses élèves.

Félicitations Alexe, tu es une réelle étincelle pour tous ceux qui croisent ton chemin!

Pour plus d'information



Centre de services scolaire des Patriotes

1740, rue Roberval
Saint-Bruno-de-Montarville Québec
Canada J3V 3R3
csp.ca/

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SAMARES

Des élèves mobilisés pour la campagne de sécurité routière « Ralentez pour ma sécurité »

5 juin 2024



Le 28 et 30 mai dernier se poursuivait la campagne de sécurité routière « Ralentez pour ma sécurité » dans le quartier près des écoles primaires de l'Arc-en-Ciel et Sir-Wilfrid-Laurier, à Saint-Lin-Laurentides.

Ces activités de sensibilisation, en partenariat avec la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), ont pour but de conscientiser les conducteurs et conductrices à l'importance de respecter les limites de vitesse, spécialement dans un quartier résidentiel ou une zone scolaire, deux endroits où un enfant peut surgir à tout moment.

Des élèves, accompagnés d'un policier de la SQ, ont distribué aux voitures des feuillets expliquant l'importance de respecter les limites de vitesse aux abords des écoles et l'impact de la vitesse sur les distances de freinage. L'un des élèves marchait sur la rue Archambault avec un sac à dos indicateur de vitesse pour sensibiliser les automobilistes.

C'est une belle initiative qui démontre que nous avons tous un rôle à jouer pour favoriser la cohabitation et en particulier pour assurer la sécurité des usagers vulnérables de la route!

Voici quelques liens pertinents pour pouvoir apprendre à vos enfants de bonnes pratiques à adopter lors de leurs déplacements ou qui vous rappelleront les critères d'une conduite sécuritaire:



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

Ordre du mérite en enseignement : Deux collaboratrices du CSSMB sont nommées

5 juin 2024

Françoise Armand et Garine Papazian-Zohrabian, toutes deux chercheuses associées au Centre d'intervention pédagogique en contexte de diversité (CIPCD), figurent parmi les nouveaux membres de l'Ordre de l'excellence en éducation. «Je me réjouis de la reconnaissance octroyée à Mmes Armand et Papazian-Zohrabian. Leurs travaux respectifs réalisés dans le cadre de leur collaboration avec le CIPCD ont eu un impact significatif sur le CSSMB et continuent de rayonner à ce jour», indique Justine Gosselin-Gagné, conseillère pédagogique et chargée de projet universitaire au CIPCD.

Françoise Armand

Professeure émérite à la Faculté des sciences de l'Éducation de l'Université de Montréal, Françoise Armand a été coresponsable du groupe de travail *Enseigner le français en milieu pluriethnique et plurilingue : enjeux et stratégies* de 2013 à 2019. Elle a également été codirectrice scientifique du CIPCD jusqu'en 2019. Dans le cadre de cette collaboration, elle a réalisé différentes recherches-actions permettant le développement de pratiques pour promouvoir les langues d'origine des élèves plurilingues ainsi que l'éveil aux langues dans les écoles. Ses travaux de recherche ont permis de sensibiliser et de former de nombreux membres de la communauté éducative du CSSMB : conseillers pédagogiques, enseignants, éducatrices du service de garde, directions d'école, etc.

Garine Papazian-Zohrabian

Psychologue clinicienne et professeure titulaire à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, Garine Papazian-Zohrabian est chercheure coresponsable du groupe de travail *Populations immigrantes vulnérables et intervention psychosociale en milieu scolaire* depuis 2013. Dans le cadre de sa collaboration avec le CIPCD, elle a réalisé plusieurs projets de recherches-actions concernant les parcours migratoires difficiles ainsi que les moyens de soutenir la réussite et le bien-être psychologique des élèves et leur famille. Au fil des ans, elle a également mené de nombreuses activités favorisant le rayonnement de ses travaux dont le guide *Mener des groupes de parole en contexte scolaire* qui est mis en œuvre par de nombreux membres de la communauté éducative du CSSMB.

L'Ordre, créé en 2018, compte maintenant 149 membres, membres distingués et membres émérites, en plus des ministres et sous-ministres de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, qui sont nommés d'office.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys

1100, boul. de la Côte-Vertu

Montréal Québec

Canada H4L 4V1

🌐 www.cssmb.gouv.qc.ca/

Prix de reconnaissance en lecture 2023-2024 – L'école secondaire de l'Odyssee et l'école primaire Dominique-Savio à l'honneur!

29 mai 2024



Nous respectons votre vie privée.

Nous utilisons des cookies pour améliorer votre expérience de navigation, diffuser des publicités ou des contenus personnalisés et analyser notre trafic. En cliquant sur « Tout accepter », vous consentez à notre utilisation des cookies.

Ce consentement s'applique aux sites Internet du CSSDS, y compris ceux de ses établissements scolaires.

[Personnaliser](#)

[Tout rejeter](#)

[Accepter tout](#)

le primaire Dominique-Savio Québec (MEQ) dans le cadre si... et *Lisons, rions, brillons*

le MEQ pour mettre en

ramière des initiatives imaginées par des enseignants et enseignantes passionné(e)s par la lecture.

Le projet *Et si...*



Les lettres ouvertes destinées au premier ministre

Lorsqu'ils découvrent l'œuvre, *Le poids de la neige* par Christian Guay-Poliquin, les élèves de 4^e secondaire de l'école de l'Odyssee sont invités à débattre sur le sujet des enjeux climatiques. En comparant l'œuvre à celle du mythe de Dédale et Icare, les jeunes useront de leur imagination pour créer une scène de théâtre issue d'un monde postapocalyptique inventé. Ils créeront ensuite un dossier de presse sur la position du Canada en termes de changements climatiques et rédigeront des lettres ouvertes au premier ministre Justin Trudeau afin de lui partager leur réflexion. Ce projet mêlant la lecture, le théâtre et la politique,

Nous respectons votre vie privée.

Nous utilisons des cookies pour améliorer votre expérience de navigation, diffuser des publicités ou des contenus personnalisés et analyser notre trafic. En cliquant sur « Tout accepter », vous consentez à notre utilisation des cookies.

Ce consentement s'applique aux sites Internet du CSSDS, y compris ceux de ses établissements scolaires.

critique.

nante en français, Anick
mis par Bibliothèque et
e.



La gardienne du musée écrit par Simon Boulerice et illustré par Lucie Crovatto (2018)

Nous respectons votre vie privée.

Nous utilisons des cookies pour améliorer votre expérience de navigation, diffuser des publicités ou des contenus personnalisés et analyser notre trafic. En cliquant sur « Tout accepter », vous consentez à notre utilisation des cookies.

Ce consentement s'applique aux sites Internet du CSSDS, y compris ceux de ses établissements scolaires.

ance de découvrir les
cours de fond en
particulier : *La gardienne du*
pièce une exposition
lecture et art, le projet a su
de se plonger dans un

ante Fanny Desaulniers.

Animée par Simon Boulerice, la cérémonie de remise des prix a eu lieu ce lundi 27 mai au Cabaret Lion d'or à Montréal. Pour l'occasion, les représentants des deux écoles étaient présents.



Félicitations à tous pour votre dévouement et merci de transmettre votre passion aux élèves.

Continuez de promouvoir la lecture dans vos milieux et de créer des initiatives importantes!

Nous respectons votre vie privée.

Nous utilisons des cookies pour améliorer votre expérience de navigation, diffuser des publicités ou des contenus personnalisés et analyser notre trafic. En cliquant sur « Tout accepter », vous consentez à notre utilisation des cookies.

Ce consentement s'applique aux sites Internet du CSSDS, y compris ceux de ses établissements scolaires.

SUIVANT →

année pédagogique – 7 juin 2024

449, rue Percy
Magog (Québec) J1X 1B5

Téléphone : 819 847-1610

Calendriers

scolaires

Inscriptions

Plaintes et

protecteur de

l'élève

Transport

scolaire

Primaire

Secondaire

Éducation des

adultes

Formation

professionnelle

Bulletins et

attestations

Emplois

Taxe scolaire

Politique de

confidentialité

© 2024 Centre de services scolaire des Sommets

Créé avec passion par **Standish**



© Gouvernement du Québec, 2020

Nous respectons votre vie privée.

Nous utilisons des cookies pour améliorer votre expérience de navigation, diffuser des publicités ou des contenus personnalisés et analyser notre trafic. En cliquant sur « Tout accepter », vous consentez à notre utilisation des cookies.

Ce consentement s'applique aux sites Internet du CSSDS, y compris ceux de ses établissements scolaires.